



Textes rédactionnels et annonces associatives doivent nous parvenir au plus tard le 1^{er} lundi du mois de parution.

Heures d'ouverture du bureau de la Mairie :	Lundi et mercredi de 8 h à 12 h, vendredi de 13 h à 16 h Tél : 03 88 08 94 06 – Télécopie : 03 88 08 57 59 Courriel : mairie@stotzheim.fr site internet : www.stotzheim.fr
Permanence du Maire :	Lundi soir de 19 h à 20 h
Réunion du Conseil Municipal :	Tous les 1ers lundis du mois
Heures d'ouverture de la bibliothèque :	Mercredi de 17 h à 18 h 30 et vendredi de 19 h à 20 h 30
Heures d'ouverture de la déchetterie de Barr : (Tél : 03 88 08 24 64)	Lundi, mercredi, vendredi et samedi (sauf jours fériés) de 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 17 h 00
TAXI CO :	Réservation 24 heures à l'avance au 09 69 39 77 13
Urgences Eau et Assainissement :	Tél 24 h/24 h : 03 88 19 97 09
Ramassage des poubelles jaunes :	Semaines impaires : prochaines collectes samedi 10 mai et jeudi 22 mai 2014
Collecte des conteneurs à verres :	Semaines paires : lundis dans la matinée
Société Protectrice des Animaux d'Alsace Centrale :	03 88 57 64 68
Conciliateur de justice :	1 ^{er} et 3 ^{ème} mardi du mois à la mairie de Barr de 10 h 00 à 12 h 00 sans RDV.
Centre médico-social	13 avenue Dr Marcel KRIEG à BARR, 03 68 33 80 91

LA NOUVELLE ÉQUIPE MUNICIPALE



L'élection du maire et des adjoints a eu lieu le 28 mars 2014. Voici l'équipe municipale au complet :

Derrière (de gauche à droite) : Benoît Spitz, Joseph Ehrhart, Joanne Albrecht, Philippe Schmitt, Valérie Hirtz, Norbert Riester, Dominique Lehmann, Didier Metz.

Devant : Anne Dietrich, Marc Harrer, Michèle Fetzer (3^e adjointe), André Metz (2^e adjoint), Jean-Marie Koenig (Maire), Céline Mastronardi (1^{re} adjointe) et Carine Goeringer.

Je remercie l'ensemble des électeurs de m'avoir renouvelé sa confiance.

Jean-Marie Koenig
Maire

EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 7 avril 2014

Sous la présidence de Jean-Marie KOENIG, Maire.

Étaient présents :

Les Adjoint(e)s : Céline MASTRONARDI, André METZ et Michèle FETZER.

Les Conseillers municipaux : Joanne ALBRECHT, Anne DIETRICH, Joseph EHRHART, Carine GOERINGER, Marc HARRER, Valérie HIRTZ, Dominique LEHMANN, Didier METZ, Norbert RIESTER, Philippe SCHMITT, Benoît SPITZ.

N° 1

INDEMNITÉS DU MAIRE ET DES ADJOINTS

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2123-20 et suivants,
- Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de fixer, dans les conditions prévues par la loi, les indemnités de fonctions versées au Maire et aux adjoints au Maire, étant entendu que les crédits nécessaires sont inscrits au budget municipal,
- Vu l'arrêté municipal n° 23/2014 du 7 avril 2014 portant délégation de fonctions aux adjoints au Maire,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- FIXE comme suit les indemnités brutes de fonction du Maire : 34,13 % de l'indice majoré 1015 conformément à l'article L 2123-20-1, I, 2e alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales,
- FIXE comme suit les indemnités brutes de fonction des Adjointes : 13,10 % de l'indice majoré 1015 conformément à l'article L 2123-24 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- DIT que le Maire et les Adjointes percevront leurs indemnités à compter de leur entrée en fonction.

La présente délibération est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal conformément à l'article L 2123-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (article 78 de la loi 2002-276 démocratie de proximité).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 2

DÉLÉGATIONS CONSENTIES AU MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

- Entendu M. le Maire qui expose que les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (article L 2122-22) permettent au Conseil municipal de déléguer au Maire un certain nombre de ses compétences,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE pour la durée du présent mandat, de confier à Monsieur le Maire les délégations suivantes :
 - de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur à un seuil défini par décret et s'élevant actuellement à 207 000 euros hors taxes, ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraîne pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
 - de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférant ;
 - de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
 - d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
 - de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
 - d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle ; cette délégation est consentie tant en demande qu'en défense et devant toutes les juridictions ;
 - de créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

- de signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 3

DÉSIGNATION D'UN DÉLÉGUÉ COMMUNAL AU SDEA

- Entendu Monsieur le Maire qui informe le Conseil qu'il convient de désigner les représentants siégeant aux niveaux local, territorial et départemental du SDEA, conformément à ses statuts,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2121-21,
- Vu les statuts du SDEA et notamment ses articles 9, 11, 14 et 26 ainsi que son annexe 2 fixant la représentation de chaque périmètre intégré à 1 délégué par Commune, par tranche de 3 000 habitants et par compétence,
- Entendu les explications fournies par M. le Maire,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉSIGNE en application de l'article 11 des statuts modifiés du SDEA et par vote à bulletins secrets conformément à l'article L 2121-21 du CGCT,
 - ♦ Pour l'eau potable :
Monsieur Jean-Marie KOENIG, Maire, délégué de la Commune de Stotzheim au sein de la Commission Locale eau potable et des Assemblées Territoriale et Générale du SDEA.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 4

DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT AU SYNDICAT DU BRUCH DE ZELLWILLER

- Considérant qu'un représentant de la Commune doit siéger au Syndicat du Bruch de Zellwiller,
- Vu le courrier du 28 mars 2014 de Mme la Présidente du Syndicat du Bruch de Zellwiller concernant la désignation d'un représentant de la Commune,
- Vu les candidatures déclarées,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉSIGNE comme représentant au Syndicat du Bruch de Zellwiller :
 - ♦ Monsieur Jean-Marie KOENIG, Maire.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 5

DÉSIGNATION DE DEUX REPRÉSENTANTS AU SYNDICAT DES 26 COMMUNES

- Considérant que la Commune doit désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant pour le Syndicat des 26 Communes,
- Vu les candidatures déclarées,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉSIGNE comme représentants au Syndicat des 26 Communes :
 - ♦ titulaire : Monsieur André METZ, Adjoint au Maire,
 - ♦ suppléant : Monsieur Didier METZ, Conseiller municipal.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

DÉSIGNATION DE DEUX DÉLÉGUÉS LOCAUX DU CNAS

- Vu le courrier du 15 mars 2014 par lequel le Président de la délégation départementale du Bas-Rhin du Comité National d'Action Sociale demande à la Commune de désigner deux délégués locaux, une personne parmi le collège des élus et une personne parmi le collège des agents, pour 6 ans,
- Vu les candidatures déclarées,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉSIGNE comme délégués locaux du Comité National d'Action Sociale :
 - Madame Céline MASTRONARDI, Adjointe au Maire, déléguée au collège des élus,
 - Madame Laetitia MIMOUNI, Secrétaire, déléguée au collège des agents.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

DÉSIGNATION DE DEUX DÉLÉGUÉS DE L'EPFL DU BAS-RHIN

- Vu le courrier du 2 avril 2014 par lequel le Président de l'EPFL (Établissement Public Foncier Local) du Bas-Rhin demande à la Commune de désigner deux délégués, un titulaire, et un suppléant pour la Commune de STOTZHEIM,
- Vu les candidatures déclarées,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉSIGNE comme délégués de l'Établissement Public Foncier Local du Bas-Rhin :
 - Madame Anne DIETRICH, Conseillère municipale, comme déléguée titulaire,
 - Madame Michèle FETZER, Adjointe au Maire, comme déléguée suppléante.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

DÉSIGNATION D'UN CORRESPONDANT-DÉFENSE

- Vu la circulaire du Secrétaire d'État à la Défense du 26 octobre 2001 qui prévoit la mise en place d'un réseau local composé d'un élu désigné par chaque Conseil municipal comme Correspondant-Défense pour sa commune,
- Entendu le Maire qui explique que le Correspondant-Défense constitue au sein de chaque commune un relais d'information sur les questions de défense auprès de son Conseil municipal et de ses concitoyens,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- ÉLIT Monsieur Marc HARRER comme Correspondant-Défense de la Commune.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DE LA BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE

- Vu la délibération du 6 août 2001 par laquelle le Conseil municipal a décidé d'adjoindre un Conseiller municipal à l'équipe de gestion de la bibliothèque pour faire le lien avec la Commune,
- Vu les candidatures déclarées,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉSIGNE comme représentant de la Bibliothèque Municipale :
 - Mme Valérie HIRTZ, Conseillère municipale.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT À L'AFUA WOELFLI

- Vu l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2007, autorisant la constitution de l'Association Foncière Urbaine Autorisée "Woelfli" ayant pour objet le remembrement et l'aménagement des terrains situés à Stotzheim au lieu-dit "Woelfli",
- Vu les statuts de l'AFUA WOELFLI, et notamment son article 16 et son article 18,
- Considérant que le Maire de STOTZHEIM a été élu Président du Conseil des Syndics lors de l'assemblée générale du 21 décembre 2007,
- Vu les élections de mars 2014, notamment l'élection du Maire et des Adjoints en date du 28 mars 2014,
- Vu les candidatures déclarées,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- RAPPELLE que M. le Maire, Jean-Marie KOENIG, est Président de l'AFUA WOELFLI,
- DÉSIGNE comme représentant du Conseil Municipal à l'AFUA WOELFLI :
 - Madame Joanne ALBRECHT, Conseillère municipale.

*ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ***CONSTITUTION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS)**

- Vu le code de l'action sociale et des familles Art. L. 123-4 et s., Art. R. 123-1 et s.,
- Vu les candidatures déclarées,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉSIGNE en tant que membres du Centre Communal d'Action Sociale :
 - Madame Céline MASTRONARDI, Adjointe au Maire,
 - Madame Michèle FETZER, Adjointe au Maire,
 - Madame Joanne ALBRECHT, membre du Conseil,
 - Madame Dominique LEHMANN, membre du Conseil.

*ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ***CONSTITUTION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES ET D'ADJUDICATION**

- Vu l'article 279 du Code des marchés publics déterminant la composition des commissions d'appel d'offres et d'adjudication,
- Vu les articles 22 et 23 du code des marchés publics,
- Considérant qu'à la suite des élections municipales il convient de constituer la commission d'appel d'offres et d'adjudication et ce pour la durée du mandat,
- Vu les candidatures déclarées,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉSIGNE en tant que membres titulaires :
 - Madame Céline MASTRONARDI, Adjointe au Maire,
 - Madame Michèle FETZER, Adjointe au Maire,
 - Monsieur André METZ, Adjoint au Maire,
- DÉSIGNE en tant que membres suppléants :
 - Monsieur Didier METZ, Conseiller municipal
 - Monsieur Norbert RIESTER, Conseiller municipal,
 - Monsieur Philippe SCHMITT, Conseiller municipal.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

CONSTITUTION DES COMMISSIONS COMMUNALES

- Vu l'article L 2541-8 du Code Général des Collectivités Territoriales qui permet au Conseil Municipal de constituer en début de mandat des commissions permanentes d'instruction composées uniquement de conseillers municipaux,
- Vu les candidatures déclarées,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- CONSTITUE comme suit les commissions communales :
 - **FINANCES :**
Jean-Marie KOENIG (responsable de commission), Céline MASTRONARDI, André METZ, Michèle FETZER, Valérie HIRTZ, Didier METZ, Norbert RIESTER et Philippe SCHMITT.
 - **URBANISME (Plan Local d'Urbanisme, Autorisation Occupation Sols, Voirie, Zone Artisanale, Gestion du patrimoine) :**
Jean-Marie KOENIG (responsable de commission), Céline MASTRONARDI, André METZ, Michèle FETZER, Anne DIETRICH, Marc HARRER, Didier METZ, Norbert RIESTER et Philippe SCHMITT.
 - **JEUNESSE (École, Jeunesse et Sport) :**
Céline MASTRONARDI (responsable de commission), Joanne ALBRECHT, Carine GOERINGER, Marc HARRER, Valérie HIRTZ, Dominique LEHMANN et Philippe SCHMITT.
 - **VIE LOCALE (Vie locale, Fêtes, Jumelage) :**
Céline MASTRONARDI et Michèle FETZER (responsables de commission), Carine GOERINGER, Valérie HIRTZ, Norbert RIESTER et Benoît SPITZ.
 - **COMMUNICATION (Bulletin municipal, site Internet...) :**
Michèle FETZER (responsable de commission), Joanne ALBRECHT, Anne DIETRICH et Marc HARRER.
 - **FLEURISSEMENT :**
Céline MASTRONARDI et André METZ (responsables de commission), Joseph EHRHART, Carine GOERINGER et Dominique LEHMANN.
 - **FORÊT (Forêt, Chasse, Chauffage) :**
André METZ (responsable de commission), Joseph EHRHART, Didier METZ, Norbert RIESTER et Benoît SPITZ.
 - **AGRICULTURE (Agriculture, Rivière, Chemins d'Exploitation et attribution des biens communaux) :**
Jean-Marie KOENIG (responsable de commission), André METZ, Joseph EHRHART et Benoît SPITZ.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

VOTE DES TAUX D'IMPOSITION 2013 POUR LES TAXES DIRECTES LOCALES

- Vu les bases d'imposition notifiées par les services fiscaux pour l'exercice 2014,
- Vu la réforme de la taxe professionnelle au 1er janvier 2010,
- Considérant que la Commune bénéficie de la part du Département pour la taxe d'habitation,
- Considérant l'instauration de la Garantie Individuelle de Ressources (GIR),
- Considérant que la diminution des recettes ne peut être compensée par une augmentation des taxes et qu'il est préférable d'ajuster les projets aux revenus disponibles,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de ne pas modifier le taux des taxes locales,
- VOTE les taux suivants pour l'exercice 2014 :

. Taxe d'habitation	12,97 %
. Taxe foncière (bâti)	6,16 %
. Taxe foncière (non bâti)	36,31 %
. Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)	16,84 %

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MODIFICATION BUDGÉTAIRE N° 1

- Vu le Budget Primitif 2014,
- Vu la délibération du 10 mars 2014 relative à l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2013,
- Vu le courriel de Mme le Percepteur de Barr en date du 24 mars 2014 concernant les anomalies du Budget Primitif 2014 à modifier,
- Vu le Budget Annexe 2014 « Lotissement Chemin Woelfli »,
- Vu la délibération du 10 mars 2014 relative à l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2014 pour le Budget Annexe « Lotissement Chemin Woelfli »,
- Vu le courriel de Mme le Percepteur de Barr en date du 24 mars 2014 concernant les anomalies du Budget Annexe 2014 « Lotissement Chemin Woelfli » à modifier,
- Considérant qu'il est nécessaire d'effectuer un ajustement budgétaire,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de modifier comme suit le Budget Primitif 2014 :

Dépenses de fonctionnement :

- Article 002 (déficit reporté) - 51 988,08 €

Recettes de fonctionnement :

- Article 775 (produits cession immobilier) - 67 200,00 €
- Article 7788 (divers remboursements) + 67 200,00 €
- Article 7788 (divers remboursements) - 51 988,08 €

- DÉCIDE de modifier comme suit le Budget Annexe 2014 « Lotissement Chemin Woelfli » :

Dépenses de fonctionnement :

- Article 002 (excédent reporté) + 590,95 €

Recettes de fonctionnement :

- Article 605 (travaux viabilisation) + 590,95 €

*ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ***DÉCLARATION D'INTENTION D'ALIÉNER**

- Vu la délibération du 10 mars 2014 par laquelle la Commune décide de ne pas exercer son droit de préemption dans le cadre de la vente d'un immeuble bâti, cadastré section 3 parcelles 11 et 12 de 10,88 ares, sis 27 Haut-Village appartenant à Mme Huguette EHRHART épouse MAEDER,
- Considérant que du mobilier a été inclus dans le prix de vente,
- Considérant que la déclaration d'intention d'aliéner modifiée doit être représentée au Conseil municipal,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner déposée par Me WEHRLÉ, notaire à BENFELD, concernant la vente d'un immeuble bâti, cadastré section 3 parcelles 11 et 12 de 10,88 ares, sis 27 Haut-Village appartenant à Mme Huguette EHRHART épouse MAEDER,
- Considérant que l'immeuble en question est soumis au droit de préemption urbain,
- Considérant cependant que l'acquisition de cet immeuble ne présente pas d'intérêt pour la Commune,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de ne pas exercer son droit de préemption urbain dans le cadre de cette cession.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

DEMANDE DE STAGE

- Entendu M. le Maire qui explique que Mlle Isabelle GEBEL, domiciliée 23 Haut-Village à Stotzheim, en classe de seconde au Lycée de Barr, a demandé à effectuer un stage en Mairie de Stotzheim du 16 au 20 juin 2014 inclus,
- Considérant que l'accueil de cette stagiaire ne génèrera pas de frais pour la Commune et qu'il est important de faire découvrir les métiers de la fonction publique territoriale,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- ACCEPTE que Mlle Isabelle GEBEL effectue son stage au secrétariat de la Mairie,
- AUTORISE le Maire à signer la convention relative à l'accueil de Mlle Isabelle GEBEL dans les locaux de la Mairie du 16 au 20 juin 2014 inclus, dans le cadre de sa formation,
- CHARGE le Maire d'informer l'assureur communal de la présence de cette stagiaire,
- RAPPELLE que Mlle Isabelle GEBEL ne percevra ni rémunération, ni gratification pour ce stage.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

ACCEPTATION D'UN REMBOURSEMENT DE SINISTRE

- Vu la déclaration de sinistre pour la casse de la vitre du tracteur communal,
- Vu la facture des Éts SCHAECHTELIN et CIE pour le remplacement de la vitre, d'un montant TTC de 903,43 €, mandatée par la Commune le 20/08/2013,
- Vu la proposition de dédommagement d'un montant de 903,43 € TTC par Groupama Grand Est,
- Considérant que ni les dépenses ni les recettes induites par cet accident n'ont été prévues au budget primitif 2014,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- ACCEPTE pour solde de tout compte la somme de 903,43 € TTC versée par Groupama Grand Est pour la casse de la vitre du tracteur communal.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

CRÉATION D'EMPLOIS SAISONNIERS

- Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,
- Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1974 portant statut de la Fonction Publique Territoriale,
- Vu l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, en vertu de laquelle les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou établissement et que celui-ci doit mentionner sur quel grade il habilite l'autorité à recruter,
- Vu les congés estivaux des agents communaux,
- Considérant qu'en raison du surcroît de travail conséquent au fleurissement estival de la commune il y aurait lieu de créer un emploi saisonnier d'ouvrier d'entretien des espaces verts et fleuris,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de créer deux emplois saisonniers, en tant qu'adjoint technique de 2ème classe non titulaire, l'un en juillet, l'autre en août ; les attributions consisteront à l'entretien du fleurissement dans le village,
- PRÉCISE qu'une fiche de poste sera établie pour le travail des emplois saisonniers,
- PRÉCISE que la durée hebdomadaire de l'emploi sera de 35 heures/semaine,
- DÉCIDE que la rémunération se fera sur la base de l'indice brut 330 majoré 316 et ce, au prorata des heures effectuées,
- PRÉCISE que le contrat d'engagement sera établi sur les bases de l'application de l'article 3, 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifié pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité,
- PRÉCISE que la Commune fixe **4 jours d'essai pour l'emploi** et se réserve le droit de mettre fin au contrat en cas de non satisfaction de la personne engagée, clause prévue dans le contrat d'embauche,

- CHARGE le Maire d'assurer la publicité de vacance de l'emploi auprès du centre de gestion,
- CHARGE le Maire de diffuser l'annonce dans le bulletin municipal,
- PRÉCISE que les **candidatures devront être déposées en mairie avant le 5 mai 2014 inclus.**

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 20

PARCELLE RIEHLING

- Vu la délibération du 18 avril 2011 par laquelle le Conseil municipal avait décidé l'acquisition de la parcelle cadastrée section 51 n° 8 de 6,79 ares,
- Vu la délibération du 5 septembre 2011 par laquelle le Conseil municipal avait décidé l'acquisition de la parcelle cadastrée section 51 n° 546/8 de 4,52 ares et la parcelle cadastrée section 51 n° 544/7 de 4,53 ares,
- Entendu M. le Maire qui fait part au Conseil de la proposition reçue de la famille Roger RIEHLING de vendre la parcelle cadastrée section 51 n° 543/7 d'une surface de 2,88 ares et la parcelle cadastrée section 51 n° 600/8 d'une surface de 1,06 ares, soit une surface totale de 3,94 ares, au prix de 1 522,84 € l'are,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'acquérir la parcelle cadastrée section 51 n° 543/7 d'une surface de 2,88 ares et la parcelle cadastrée section 51 n° 600/8 d'une surface de 1,06 ares, au prix de 6 000 € TTC,
- AUTORISE le Maire à signer l'acte de vente à intervenir auprès de l'étude Me WEHRLÉ, Notaire à BENFELD,
- DIT que les frais de notaire et tout autre frais relatif à la transcription seront à la charge de la Commune.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ DES VOIX

13 voix pour – 1 abstention

(Madame Joanne ALBRECHT, professionnellement intéressée, n'a pas participé aux délibérations ni au vote)

LE COMPTE RENDU INTÉGRAL DES DÉLIBÉRATIONS EST AFFICHÉ À LA MAIRIE

CALENDRIER DES MANIFESTATIONS



MAI

02/05/2014	Don du sang	Mairie	Amicale Donneurs de Sang	18 h 30
17/05/2014	Soirée Asperges	Salle des Fêtes	ACASL	20 h 00
25/05/2014	Première communion	Église	Paroisse	
25/05/2014	Élections européennes	Mairie		8 h – 18 h

Le calendrier des manifestations du Pays de Barr et du Bernstein est à la disposition du public à la Mairie.

AUTORISATIONS DES SOLS ACCORDÉES



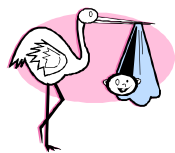
Permis de construire :

- | | |
|------------------------|---|
| - L'Instant Évasion | Aménagement d'un espace de beauté, 29 route Romaine |
| - EARL HUCHELMANN | Réaménagement d'un local professionnel, 5 Impasse Jardins |
| - Roger et Agnès ECKER | Construction maison individuelle, 13 rue des Tilleuls |

Déclaration préalable :

- | | |
|----------------------------|---|
| - André WALTER | Agrandissement hangar, 5 route Romaine |
| - SCI Château de Grünstein | Remplacement portail, 21 Bas-Village |
| - Commune de Stotzheim | Démolition et reconstruction mur et clôture, rue d'Or |
| - Félicien ORLIEB | Isolation extérieure, 19 rue d'Or |

ÉTAT CIVIL



NAISSANCE :

Shemsy Ismahane LAAZIBI, fille de Aladine LAAZIBI et Ilham BERRISSOU, demeurant 5 Bas-Village, est née le 31 mars 2014 à SCHILTIGHEIM.

Charles Émile Georges HERRMANN, fils de Luc HERRMANN et de Mélanie BARTHES, demeurant 33 Haut-Village, est né le 4 avril 2014 à SÉLESTAT.



EMPLOIS SAISONNIERS

La Commune de Stotzheim recrute des jeunes pour la saison estivale.

La durée du contrat étant d'un mois, la Commune recherche deux personnes, **l'une pour le mois de juillet, l'autre pour le mois d'août.**

Les jeunes ayant 16 ans révolus au 1^{er} juillet 2014 peuvent postuler à

Le travail consistera à aider les agents communaux à l'entretien des fleurs sur



l'emploi.

Stotzheim.

La Commune fixe **4 jours d'essai** pour l'emploi (correspondant à 1 jour par semaine se réserve le droit de mettre fin au contrat en cas de non satisfaction de la personne engagée.

travaillée) et

Les candidatures sont à déposer à la mairie **avant le lundi 5 mai 2014 à 17 h 00.**

Le choix des candidats se fera **par tirage au sort** lors de la séance du conseil municipal **du 5 mai 2014.**

SÉANCE VACCINATION : DT POLIO

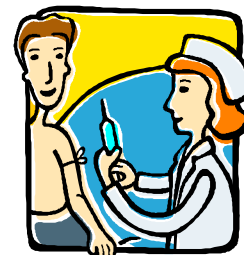
Une séance de vaccination sera organisée par la Mairie et le Dr Carole GROSS

le jeudi 12 juin 2014 de 17 h 30 à 18 h 30 (à la mairie).

Une convocation personnelle sera transmise aux personnes inscrites dans le fichier de la mairie.

Vous pouvez y participer même si vous n'avez pas reçu de convocation.

Si vous ne faites pas partie du fichier et que vous souhaitez recevoir un courrier lors de chaque vaccination, vous pouvez en faire la demande auprès de la mairie. Nous vous rappelons que les personnes de **plus de 21 ans** doivent se faire vacciner tous les **10 ans** et les personnes de **moins de 21 ans**, tous les **5 ans**.



FERMETURE DE LA MAIRIE

Le secrétariat de la mairie sera exceptionnellement **fermé les mercredis 23 et 30 avril 2014.**

Les semaines 17 et 18, l'accueil au public se fera :

- vendredi 25 avril de 13 h 00 à 16 h 00
- lundi 28 avril de 8 h 00 à 12 h 00
- vendredi 2 mai de 13 h 00 à 16 h 00



VACANCES DE PRINTEMPS : ANIMATION POUR LES JEUNES DE 10-18 ANS

Le Service Animation Jeunesse du Pays de Barr et du Bernstein propose plusieurs **activités pour les vacances de Pâques pour les jeunes de 11 à 18 ans** et également **un accueil de loisirs pour les jeunes de 10 à 16 ans**.

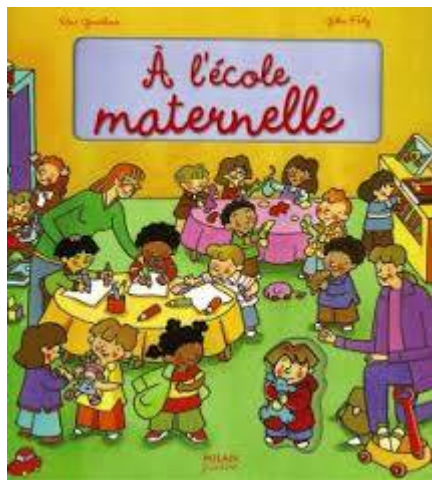


Activités du 23/04 au 03/05 :

- Visite et ateliers Écomusée,
- mini-camp « histoire et aventure »,
- tennis de table,
- animations autour du bois,
- piscine,
- bar à jeux...

Accueil de loisirs : **semaine du 22 au 25/04** : semaine aventure,
 semaine du 28/04 au 02/05 : semaine cinéma.

Le programme des animations, ainsi que les formulaires d'inscriptions sont disponibles en mairie.



INSCRIPTIONS À L'ÉCOLE MATERNELLE DE STOTZHEIM

Les inscriptions des **enfants nés jusqu'en 2011** auront lieu à la **mairie de Stotzheim** pendant les heures d'ouverture (lundi et mercredi de 8 h à 12 h et vendredi de 13 h à 16 h) **jusqu'au vendredi 9 mai 2014**.

Pour l'admission à l'école maternelle, il faudra se munir des **pièces suivantes** :

- livret de famille,
- justificatif de domicile (datant de moins de 3 mois),
- carnet de santé,
- certificat médical,
- fiche de renseignements complétée.

BRÛLAGE DES DÉCHETS

Nous rappelons que le brûlage à l'air libre de déchets est strictement interdit (article 84 du règlement sanitaire départemental).

Le brûlage de déchets peut être à l'origine de troubles de voisinage générés par les odeurs et la fumée, nuit à l'environnement et à la santé et peut être la cause de la propagation d'incendie. Le brûlage à l'air libre est source d'émission importante de substances polluantes, dont des gaz et particules toxiques.

Un arrêté municipal a été pris pour réglementer le brûlage des déchets :

N° 21/2014

ARRÊTÉ MUNICIPAL RELATIF AU BRÛLAGE DES DÉCHETS À L'AIR LIBRE

Nous, Maire de la Commune de STOTZHEIM,

- VU les articles L. 1421-74 du Code de la Santé Publique et L. 2542-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L.2224-16 du Code Général des Collectivité Territoriales,
- VU l'arrêté préfectoral du 16 mai 1992 portant réglementation du feu en forêt et de l'incinération des végétaux dans le Bas-Rhin,
- VU l'article L.541-22 et l'article R.543-67 du Code de l'Environnement,
- VU l'article 84 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1980 modifié portant réglementation sanitaire départemental,
- VU le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets,
- VU la circulaire interministérielle n° DCPAAT/C2011-3088 du 18 novembre 2011 relative à l'interdiction du brûlage à l'air libre des déchets verts,
- CONSIDÉRANT que le brûlage de déchets peut être à l'origine de troubles de voisinage générés par les odeurs et la fumée, nuit à l'environnement et à la santé et peut être la cause de la propagation d'incendie. Le brûlage à l'air libre est source d'émission importante de substances polluantes, dont des gaz et particules toxiques.

ARRÊTONS

Article 1 : Le brûlage à l'air libre de déchets, sur propriété publique ou privée, est interdit sur l'ensemble du territoire de la Commune de STOTZHEIM, sauf dérogation.

Article 2 : Tous les déchets ménagers non recyclables devront être collectés avec le ramassage des ordures ménagères ou portés en déchetterie.

Article 3 : Le Maire, les Adjoints et la Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié et affiché dans les conditions habituelles et transmis pour ampliation à :

- Mme le Sous-Préfet de SÉLESTAT-ERSTEIN,
- M. le Commandant de la Gendarmerie de BARR.

Stotzheim, le 3 avril 2014
Le Maire, Jean-Marie KOENIG